

# La levée de l'immunité parlementaire, que l'on prépare contre Duclos et Cie est un pas en avant vers le fascisme

**C**HACUN sait que la justice ne peut s'en prendre à un parlementaire lorsque le Parlement lui-même en a décidé en levant « l'immunité » du parlementaire mis en cause. La demande actuelle de levée d'immunité parlementaire (il s'agit de Duclos, Billoux, Guyot, Fajon et Marty), est présentée depuis des mois par la justice militaire, à propos du fameux « complot » qui permit au gouvernement précédent de se ridiculiser.

Or, jeudi 12 mars, la Commission des Immunités Parlementaires a décidé par 9 voix (socialistes, communistes, M.R.P., contre 7 (radicaux, indépendants, R.P.F.) de surseoir à l'examen du rapport Dureau sur la demande de levée d'immunité des chefs stalinien.

Une loi avait été votée le 30 juillet 1949 sur les conditions de levée de l'immunité parlementaire, mais n'avait pas été promulguée par le Président de la République qui avait voulu que le Comité Constitutionnel soit consulté et que le Parlement délibère de nouveau. Or, la Commission des Immunités prétend réclamer cette délibération sur un rapport de M. Coudert qu'elle a adopté. C'est, selon ses 9 membres majoritaires et leurs amis, la raison pour laquelle ils ont retardé l'examen du rapport Dureau sur les cas Duclos, Fajon, etc...

La vérité est tout autre et le *Libertaire* sera, une fois encore, le seul à dénoncer les mobiles réels. Les agissements des politiciens. La vérité est que les élections municipales approchent, que socialistes et M.R.P. veulent se garder de mécontenter une clientèle encore sensible au prestige de la « démocratie ». D'ailleurs, si le retard de l'Assemblée à examiner le rapport Coudert était le seul motif de leur refus de lever l'immunité des chefs stalinien, cela reviendrait au même puisque les socialistes et les M.R.P. n'ont rien fait pour exiger le débat sur ce rapport qui est en instance devant l'Assemblée depuis octobre !

Ces messieurs donc, bien loin d'avoir cédé devant des menaces et des pétitions, comme L.-G. Robinet feint de le croire dans le *Figaro* du 14 mars, n'ont obéi qu'à leurs intérêts électoraux de leurs clans.

Et si demain, la discussion du rapport Coudert intervenait à la demande du gouvernement, nous verrions alors les socialistes s'abstenir ou même voter contre la levée d'immunité... sachant que la majorité réactionnaire de la Chambre l'emporterait quand même ! Au prix d'une hypocrisie de plus, ils se verraient débarrasser de Duclos et de ses amis, tout en jouant les bons apôtres et les démocrates effarouchés.

Allons-nous, nous autres, pleurer sur le sort des chefs stalinien ? Allons-nous déplorer que se déroule ainsi le jeu parlementaire ? Allons-nous invoquer le droit de ceux qui bafoient les droits de tous les autres ? Allons-nous nous faire les agents naïfs du stalinisme ?

## Madagascar l'île rouge

Depuis 6 ans est ensanguinée par la plus odieuse répression coloniale

**A**u moment où sont annistés les collaborateurs et les S.S. d'Oradour, on exécute à Madagascar !

Telle est la réflexion que peut produire sur tout esprit libre la contemplation de la hideuse justice française.

Pourquoi des hommes sont-ils chaque mois passés par les armes dans les prisons de la grande île ? Pourquoi les tribunaux militaires siègent-ils encore sans désemparer ?

Parce que il y a six ans le 30 mars 1947, jour des élections au Conseil Economique, un colonat hystérique prenait peur et, invoquant le prétexte de troubles à Moromanga et Farafangana, déclenchait une des plus lourdes répressions de l'histoire de l'impérialisme.

Les bourreaux au chef de Madagascar étaient : Chevigné, gouverneur M.R.P., qui prit la tête des opérations et organisa les procès de sinistre mémoire. Le général Garbay qui appliqua sur (Suite page 2, col. 3.) J. PRESLEY.

Non. Mais il s'agit de faire ressortir ce que signifient les tentatives en vue de la levée de leur immunité. Le ministre U.D.S.R. — Plevin — de la Défense Nationale, veut des proies. La réaction veut sévir, veut employer les solutions de force, et pour avoir plus de chances de l'emporter, elle veut démolir à l'avance, le plus possible, les masses populaires. Elle pense y parvenir en sévissant contre le parti stalinien. Elle se trompe parce que d'abord les masses ne suivent plus le parti stalinien que par à-coups, elle se trompe aussi parce que, en dehors d'un parti stalinien décadent, montent des forces nouvelles et s'étendra de plus en plus l'influence de la Fédération Anarchiste. La partie n'est donc pas gagnée par la bourgeoisie.

Et bien que nous nous soucions peu du sort des bourgeois Duclos, Fajon, Billoux, Marty et Guyot, nous jetons un cri d'alarme contre un projet de la réaction qui marque un pas de plus vers la répression, qui annonce une aggravation du régime. C'est comme cela que l'on marche vers le fascisme. Et sur la route du fascisme, quel que soit l'adversaire qu'il choisisse le premier, on trouvera toujours lui barer le chemin les militants de la Fédération Anarchiste.

## Du crypto-stalinisme à « l'union sacrée » atlantiste Bourdet, le caméléon

Il y a quelques mois, Claude Bourdet semblait être un neutraliste naïf ou un agent stalinien.

Il ménageait alors curieusement la sensibilité du parti communiste dans ses éditoriaux.

Une courte remarque sur « les escaliers glissants du N.K.V.D. » venait à elle seule équilibrer une étude diaphane sur l'U.R.S.S. ou sur le P.C.

C'était l'époque où Claude Bourdet espérait être le promoteur d'une nouvelle gauche indépendante, et peut-être aussi le redresseur de torts du Parti Communiste Français.

Son attitude, face aux attaques de V. Alba, vint encore renforcer notre opinion.

Sa réponse, tardive et embrouillée, ne pouvait satisfaire personne. Les attaques envers l'équipe de « Preuves » n'infirmaient pas du tout les déclarations accusatrices d'Alba. (Nous ne cherchons pas à défendre ici ce monsieur, dont le dernier livre sur la guerre d'Espagne n'a pas fini de nous étonner.)

C'est après un article intitulé : « Le dilemme communiste » où Bourdet portait en quelque sorte ses conditions au P.C., que la réponse vint, assez cinglante du reste. Kanapa, dans la *Nouvelle Critique*, puis Lecœur dans l'*Humanité* lui firent vertement sentir que le P.C. n'avait que faire de ses suggestions pour la réalisation d'un front national uni.

C'est alors que l'éditorialiste de l'*Observateur* commença à marquer un léger recul. Le procès de Prague lui permit de marquer un point contre les communistes. A dater de ce jour, la tendance s'inversa.

Bourdet fonçait dans l'anticommunisme, fort pertinent du reste, à propos, entre autres, du procès des médecins soviétiques.

Rejeté par ceux qu'il rêvait de séduire, notre nostalgique du P.C. se rapprochait non pas des positions antistaliniennes révolutionnaires de la F.A., mais des positions bourgeoises qui finalement étaient profondément ancrées en lui.

C'est cet esprit d'ailleurs qui est apparu nettement dans l'article : « Pas dans cette armée ».

Ici Bourdet prône froidement : « La défense inconditionnelle du sol national, quelles que soient les responsabilités des dirigeants français et de leurs alliés atlantiques ».

Notons cependant que ce Bourdet atlantiste fait encore objectivement le jeu des Staliniens par sa position sur l'Allemagne, et même sur la guerre d'Espagne (voir l'article sur la mort de Staline).

Cependant, nous sommes certains que comme ses pareils, Bourdet le bourgeois va rejoindre de jour en jour davantage le camp de la bourgeoisie. Il serait intéressant (et prometteur) de faire un parallèle entre les métamorphoses politiques de Bourdet et celles de l'infâme Rousset.

Cela seul suffirait à convaincre ceux qui croient encore que Bourdet n'est pas un politicien roué qui flaire d'où vient le vent.

**S**UR la dépouille de Staline et devant le monde entier qui écoutait leurs discours, les trois successeurs du dictateur russe avaient juré la paix sur la terre.

Mais si personne ne se forçait à croire à un apaisement dans les relations entre l'Ouest et l'Est, il s'était créé au-dessus des opinions, et malgré elles, comme une sorte de trêve, une cassure, une désorientation dans les attitudes diplomatiques occidentales.

Le gouvernement américain, qui justifiait toute son agressivité par la personnalité de Staline, a donné comme l'impression d'un désarroi devant l'éclipse soudaine de son adversaire. La mort de Staline a été comme un dernier coup de celui-ci qui a décontenancé l'adversaire.

Eisenhower s'est alors empressé de convoquer, le 10 mars, le conseil de sécurité pour étudier la situation qu'il croyait nouvelle.

Qu'y a-t-il eu de décidé ? Si, comme on l'a laissé entendre, les Américains ont décidé de la candeur de décider d'entreprendre une politique d'amitié avec la Chine, pensant par là immobiliser l'U.R.S.S. à la faveur d'une confusion qu'un intergène pouvait amener dans la politique russe, Malenkov, en désignant l'ancien président des syndicats soviétiques, Vassil Kouznetsov, ambassadeur à Pékin, a démontré que c'était du temps de perdu. Kouznetsov, personnage très important du régime russe, est un homme de confiance. De son côté, Mao Tsé Toung, dans un article du journal « Geng Ming Jo Pao », le 9 mars, et reproduit par la « Pravda » et « l'Humanité », a précisé lui aussi son attachement à l'U. R. S. S. Mao sait parfaitement que l'avenir de son régime ne se trouve surtout pas du côté américain.

En tout cas si ce ne sont là que des bruits lancés et quelles que soient les décisions prises au conseil de sécurité américain, cette réunion, par l'esprit dans lequel elle a été convoquée, aura été inutile. Les Américains n'ont réussi là qu'à démontrer leur inquiétude, leur faiblesse politique en face de leurs adversaires qui, eux, ont su prouver leur force, leur certitude, assurer l'opinion mondiale de la continuité de leur politique.

Pouvait-on penser que Staline disparaissant, du nouveau surviendrait dans la ligne politique de l'U.R.S.S. ? Staline était bien autre chose qu'un dictateur qui aurait imposé un régime politique. Il avait la direction d'une société qui s'était construite sur une autre base que la simple volonté d'un chef de gouvernement. Cette société Staline l'animait, ne la représentait que parce qu'il avait su, à un moment donné, en prendre la tête. Staline mort, l'Etat russe continue avec ses mêmes objectifs, sa même politique. La seule question qui pouvait se poser, question qui se plaçait sur le plan de la propagande, était : comment les nouveaux dirigeants vont-ils s'y prendre pour prouver que Staline est remplaçable ?

Selon la nouvelle direction, tout était prêt, Staline est toujours vivant par l'esprit, Son enseignement restera impérissable.

La concentration au Présidium du Conseil des ministres des cinq personnages les plus importants du régime atteste simplement que Staline a confié aux plus compétents la poursuite de son œuvre. De par sa structure éco-

Notons pour conclure que la presse bourgeoise a désigné Bourdet comme étant le meilleur éditorialiste de la presse française (*Echo de la Presse*, 10 février).

Loins de s'en offenser, il semble s'en réjouir. Ne nous étonnons pas. La bourgeoisie a reconnu l'un des siens.

Claude TRASSIN.

## Une amnistie à sens unique

**L'**Assemblée dite Nationale vient de voter une amnistie. Amnistie de classe, un point c'est tout. Nous laissons à d'autres le soin et la veulerie de s'extasier sur cette parodie. Et puis les pères conscrits du Sénat n'ont pas dit leur mot. Après eux, qu'en restera-t-il ? Pas grand-chose.

Car l'amnistie qui est donnée en pâture ne nous sied guère. Amnistie pour qui ? Eh bien pour tous ceux qui ne sont pas dangereux pour le régime, pour le capitalisme. Amnistie pour le petit larcin d'un pauvre bougre qui, voyant le vol légalisé de tous les magnats de la banque des affaires, s'était dit un jour : « Eh bien ! si j'en faisais autant... » Il avait oublié seulement que c'était une chasse gardée, bien gardée, avec tous les filcs, les gendarmes, les C.R.S., dans l'ombre flottante d'un torchon tricolore.

### POUR QUE VIVE « LE LIBERTAIRE »



ABONNEZ-VOUS !

... Et vous aurez la certitude de recevoir votre journal régulièrement.

C.C.P. René Lustre, PARIS 80 32-34  
1 an : 1.000 fr. - 6 mois : 500 fr.

Amnistie pour tous les contrevenants légers de l'ordre établi, des petits écarts sans importance. Amnistie pour tous les inéligibles, les soutiens du maréchal-tueur-jésuite Pétain. Ce qui nous gratifie bientôt d'une législature factieuse prête à refaire un nouveau 6 février.

Amnistie pour des objecteurs de conscience se référant de la doctrine de Jéhovah et de leur soumission à une secte religieuse.

Objecteurs pas dangereux qui se refusent à porter l'uniforme ou le fusil, mais qui ne se refusent pas à tout autre travail civil servant la guerre également, comme ils semblent trop volontairement l'ignorer.

Mais il n'y a pas d'amnistie pour nos frères de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, de Madagascar, d'Indochine. Pour eux, la prison et bientôt la mort comme seul salut. Pour eux, pas d'amnistie, pas de liberté, pas de droit à la vie, pas de droit au bien-être. Pensez donc, ils ont osé mettre en cause la souveraineté, la « bonté » de cette IV<sup>e</sup> maquerelle de république. Non pas qu'elle ait omis de penser à eux, ses soudards s'en sont chargés avec des rafales de mitrailleuses.

Amnistie. Jamais pour les révolutionnaires, objecteurs conscients et totaux de tout régime fasciste, totalitaire ou capitaliste.

Amnistie à sens unique, il ne pouvait en être autrement. Voyez la gueule sinistre, défaite, blafarde des gouvernants, ils sont hantés par la peur, la peur de la révolution qui va les balayer impitoyablement. Alors, ils s'accrochent désespérément à leur cynisme, à leur cruauté, à leur vice, à leur besoin de dominer, de faire souffrir.

Amnistie, nous ne l'attendons pas pour nos frères coloniaux révolutionnaires. Le régime de sang et de terreur dont ils sont les victimes ne peut se désavouer.

Et ce n'est pas l'amnistie que nous souhaitons pour eux tous, mais la liberté et l'indépendance totales qu'ils sont

nomique, l'Etat russe représente autre chose qu'une simple barbarie fasciste. Et si la société stalinienne devait disparaître, elle se projeterait dans une nouvelle construction, au-delà des formes sociales que nous connaissons pour le moment et condamnées par l'histoire. Elle se projeterait vers une société communiste libre.

Cela n'est pas facile à comprendre pour les représentants du capitalisme et c'est la raison du flottement dans l'attitude américaine après la mort de Staline.

Les Russes ont tenu à dissiper la confusion rapidement. A l'O.N.U., le lendemain des obsèques de Staline, Gromyko, le délégué russe, attaqua violemment le gouvernement américain et Cabot Lodge, représentant des U.S.A., ne sut que répondre sur le même ton. Et si l'attaque de Gromyko, les discours de Malenkov ne suffisaient pas à ramener les Américains à la réalité, les incidents aériens des derniers jours auront fait disparaître tout malentendu.

Dans l'histoire il importe peu de savoir lequel des adversaires assume la responsabilité. Si les Américains ont voulu s'assurer de la réaction des Russes en faisant survoler leur territoire, la réponse leur est donnée ? Si ce sont les Russes qui ont attaqué, les Américains doivent être satisfaits de la démonstration.

Ainsi rien n'est changé. Le désarroi, l'attente, les interrogations du monde occidental que l'événement de la mort de Staline avait provoqués sont dissipés.

Pour l'avant-garde révolutionnaire, l'action dans le sens du « 3<sup>e</sup> Front » reste la seule possible pour une libération sociale. Suivant les circonstances, dans le temps et dans l'espace, l'action ouvrière se mènera, avec l'objectif de la révolution, contre l'un ou l'autre (ou contre l'un et l'autre) des camps impérialistes en conservant son indépendance : contre les stalinien sans être pour les U.S.A., ou contre les U.S.A. sans être pour les stalinien.

René LUSTRE.

## Robert et Gérard FINALY dans les griffes des inquisiteurs et de l'assassin Franco

**L'**oulaise est satisfaite. Elle vient de gagner la première manche, dans le rapt des enfants Finaly. Tous les coupables sont libérés, même cette demoiselle Brun, très haute protégée du clergé.

La mafia des hommes en noir triomphe. Toute une presse complaisante, répugnante dans sa joie sordide, se félicite de cette victoire sur la liberté et la pensée libre.

Ne serait-ce que ce « courageux » journaliste anonyme de l'immonde *Paris-Match* qui, retournant l'accusation, injurie cette partie de l'opinion

publique libre et dénonce sa suspecte ardeur, pour le retour des enfants Finaly dans leur famille. Nous retrouvons dans la défense de l'église toute la fleur de la collaboration, tous les antisémites, tous ceux qui se frottaient les mains de la déportation juive en Hitlerie, de la mort atroce des résistants, des juifs dans les fours crématoires de Buchenwald et d'Auschwitz.

Mais les pourparlers entre Paris et Madrid sont de plus en plus inquiétants. Franco exigerait en échange des enfants Finaly, des antifascistes espagnols. Nul doute, si l'opinion publique ne réagit pas immédiatement et en dehors de toute considération politique, que René Mayer l'Américain et toute sa clique ne livre au bureau inquisiteur de l'Espagne les meilleurs de ses fils. René Mayer et son gouvernement seront-ils les complices de l'assassin Franco ?

A tous les ouvriers antifascistes, communistes libertaires, républicains, socialistes, communistes et en laissant de côté toute animosité, il vous appartient de faire front, de dénoncer les tractations entre Paris et Madrid, de sauver les enfants Finaly de leurs bourreaux impitoyables, de sauver par là-même, les antifascistes espagnols nos frères, de l'extradition, de la mort ensuite, des mains sanguinaires du Jésus-Franco.

\* Robert JOULIN...

## La Communauté Européenne Entreprise de chauvinisme

**S**PAAK a remis dernièrement à Bidault, Adenauer, De Gasperi, Van Zeeland, Beyer et Beck le projet de traité établissant la communauté politique des six.

Le principal apport de ce traité, du dire même de Spaak, est qu'il « subordonne l'armée européenne à l'autorité d'un pouvoir civil européen émanant de la représentation populaire » et la soumet au « contrôle démocratique d'un parlement élu au suffrage universel direct ».

A travers ces paroles se précisent d'ailleurs les aspirations supérieures de certaines fractions du capitalisme européen. Il s'agit pour eux de détruire chez les différents peuples d'Europe le sentiment encore vivace de patrie limitée pour le transformer en sentiment de patrie européenne.

La déclaration de Bidault disant : « Je vois venir le jour où chacun dira en parlant de son pays : ma patrie, mon Europe, ma destinée » ne vient que confirmer cette thèse.

Le potentiel de combat de l'Europe dépendra beaucoup plus de l'état d'es-

prit des populations que de tous les traités du monde. Il s'agit donc de donner aux gens l'impression qu'on se bat pour l'Europe, ils se battent pour leur patrie, une patrie puissante qui est capable de se défendre.

Et pour ce faire, qu'y a-t-il de mieux que le système du parlement unique élu par un suffrage universel ? Système qui pour des plans restreints a déjà fait ses preuves, telle que l'Alsace-Lorraine peuplée d'Allemands se battant pour la « patrie française » en 1914 et en 1939.

Avec une telle méthode la constitution de l'armée européenne ne paraît plus qu'un jeu et toute une masse de population pourrait être entraînée « la fleur au fusil » dans un massacre général.

Il s'agit donc de surveiller les agissements des bourgeois européens avec la vigilance révolutionnaire maximum. Notre plateforme « 3<sup>e</sup> front international » se confirmera comme la seule base de regroupement des prolétaires susceptibles de lutter contre l'esprit chauvin, contre la guerre, pour l'action révolutionnaire.

M. MOREAU.



# La crise s'aggrave LE CHOMAGE DANS LE MONDE

## VI — Contre le chômage en régime capitaliste

**L**a production industrielle, la durée du travail hebdomadaire, le trafic ferroviaire et fluvial fléchissent tandis que s'accroissent les stocks, les demandes d'emploi, les licenciements et le nombre des chômeurs.

Les secteurs industriels les plus touchés sont le bâtiment, les travaux publics, les métaux, fonderies, textiles, cuirs et peaux, papier-carton.

Les faillites et liquidations judiciaires publiées en février font ressortir la confection et la bonneterie, l'alimentation, les entreprises du bâtiment, les entreprises de transports comme étant les secteurs commerciaux les plus atteints.

Parmi les licenciements on relevait ces jours derniers :

**ATELIERS DE CONSTRUCTION LAVALETTE**, à Saint-Ouen : fermeture de l'usine ; 2.000 à 3.000 ouvriers licenciés.

**ETABLISSEMENTS MICHEL**, à Nice : l'usine a fermé ses portes et 600 ouvriers sont licenciés.

Disparition d'un quotidien, *Ce Matin-Le Pays* a été absorbé par *l'Aurore*. Cent journalistes et employés et 70 ouvriers d'imprimerie sont jetés au chômage.

**CAISSE REGIONALE VIEILLESE** à Paris, 100 employés.

**DELAHAYE** à Paris (autos) : 500 ouvriers sur le point d'être licenciés.

**FORGES DE L'ADOUR** au BOUCAU (Basses-Pyrénées) : la direction prévoit des réductions d'horaires et de nouveaux licenciements.

Les mineurs ne sont pas non plus sans inquiétude. Faute d'acheteurs des stocks de charbon accumulés sur le carreau des mines atteignent 3 millions de tonnes.

Un malaise économique grave prend donc la place de la fameuse relance envisagée par le Gouvernement Mayer-Rothschild.

La question qui se pose est de savoir si pour enrayer la crise naissante et employer la masse grandissante des sans-travail, les classes dirigeantes mettront en chantier un vaste programme de construction de logements ou si elles donneront l'impulsion à de nouveaux programmes d'armement.

Nul doute que le général Ridgway tranchera en dernier ressort si les classes laborieuses, elles, ne parviennent point à faire l'union sur un programme révolutionnaire.

ESSEN.

**L**e chômage revêt, nous l'avons vu, des aspects fort différents suivant principalement le type de pays et d'économie où il apparaît. Cependant, partout il peut se ramener à une inutilisation partielle des moyens de production, ce qui se traduit par un gaspillage d'énergie, que ce soit de l'énergie humaine inemployée ou de l'énergie mécanique installée inutilement.

Nous pouvons voir aussi en lui un symptôme signalant le mal profond dont souffre un régime économique et souvent un signe accompagnateur de grands bouleversements sociaux. Aussi n'est-il pas étonnant que les Etats se fixent de plus en plus comme objectif la réalisation du plein emploi.

### POSONS LE PROBLÈME

Nous avons vu que dans n'importe quel cas le problème du plein emploi est un problème d'investissement. Et on peut dire que le plein emploi sera réalisé chaque fois que le **TOTAL DES INVESTISSEMENTS** sera égal à la différence entre le **NIVEAU DE LA PRODUCTION** et le **MONTANT DES DÉPENSES DE BIENS DE CONSOMMATION** QUE LA COMMUNAUTE SERA PRÊTE À ABSORBER.

Le choix pour tous les gouverne-

ment est le même dès qu'ils veulent se pencher sur le problème du chômage. On peut le formuler en une question au quadruple visage :

A quoi employer les chômeurs ? Ou porter les investissements ? Quelle sorte de bien produire ? Vers quels débouchés s'orienter ?

Trois sortes de réponses sont possibles dans trois directions différentes. Les investissements peuvent être consacrés :

— ou à un équipement enrichissant le pays à long terme ;

— ou à la production de biens de consommation élevant d'une façon immédiate le niveau de vie ;

— ou à la multiplication d'emplois et de productions sans utilité économique mais pouvant servir à l'obtention de nouveaux débouchés (armement).

Les deux dernières mesures étant par nature à court terme, nous allons donc étudier maintenant par qui ont été appliquées chacune de ces trois solutions possibles.

Voyons d'abord comment depuis les trente dernières années, la question du chômage a été posée dans les régimes de type capitaliste.

### PREMIÈRE SOLUTION : LA GUERRE

La solution par la production d'armements a été ouvertement adoptée par le **JAPON** à partir de 1931 et l'**ALLEMAGNE** à partir de 1934. Elle eut pour effet dans l'un comme dans l'autre des deux pays l'impressionnante diminution du chômage et la conquête de nouveaux et importants débouchés, d'une manière peu durable il est vrai. Mais néanmoins, c'est pendant la **seconde guerre mondiale** et au fur et à mesure de sa poursuite que ces deux pays connurent la plus intense activité économique. Ce fut à un moindre degré la politique adoptée en Italie, pays très nettement moins industrialisé, disposant de plus de chômeurs chroniques, de moins de capitaux et de débouchés possibles.

La seconde guerre mondiale fut aussi une période de grande activité pour le **ROYAUME-UNI** et les **ETATS UNIS**. Alors que l'**ALLEMAGNE** importait des travailleurs de toute l'Eur-

ope (S.T.O.), l'**ANGLETERRE** faisait entrer en masse les femmes dans le cycle de la production économique. Quant aux **ETATS-UNIS**, ils se trouvaient au lendemain de la guerre dans une situation de prospérité jamais atteinte auparavant. Et si finalement, le **JAPON** et l'**ALLEMAGNE** sortaient de l'aventure avec un appareil économique partiellement ruiné, si l'**ANGLETERRE** se retrouvait sans avoirs à l'étranger, les **U.S.A.** eux, se voyaient en possession d'un équipement industriel gigantesque tournant à plein.

Enfin, c'est principalement vers la production d'armements que se sont tournés les **ETATS-UNIS** à partir de juin 1950 (guerre de Corée), mettant ainsi fin à la crise qui les menaçait depuis la fin de 1948. Les autres nations « atlantiques » semblent devoir suivre les **U.S.A.** dans la voie du réarmement dans la mesure de leurs possibilités... c'est-à-dire d'abord celles dont les conditions économiques étaient les plus voisines des **ETATS-UNIS**, c'est-à-dire le **CANADA** et l'**ALLEMAGNE DE L'OUEST** (cette dernière étant la seule nation d'Europe à souffrir depuis plusieurs années d'un chômage plus qu'appréciable).

### DEUXIÈME SOLUTION : ÉLEVER LA CONSOMMATION

La solution consistant à faire augmenter la consommation, fut celle que **F. D. Roosevelt** s'efforça de promouvoir avec le régime du **New Deal** (Nouvelle donne). Elle consistait de la part de l'Etat à favoriser l'élévation des salaires des ouvriers et employés ainsi que l'élévation des ressources des exploitants agricoles. Cela ayant pour résultat un accroissement de la consommation entraînant l'accroissement parallèle de la production. C'est une politique analogue d'élargissement du domaine de la consommation (par l'augmentation du centre des consommateurs qui était l'idée centrale du **Plan Marshall** et du **Point IV** du **Président Truman** qui devait aboutir conjointement à l'ouverture de nouveaux débouchés pour les biens de consommation et d'équipement ainsi que pour les investissements américains. Les Etats-Unis étant suréquipés et atteignant de peu la saturation en ce qui concerne la consommation avaient cru alors trouver à l'extérieur un exutoire suffisant à leur production d'après guerre pour éviter le chômage. Mais cette extension de leur impérialisme en temps de paix n'ayant pas donné de résultats suffisants il fallut revenir à la première solution, c'est-à-dire le réarmement.

### TROISIÈME SOLUTION : ÉQUIPEMENT DU PAYS

La solution qui vise à un équipement durable du pays, accroissant sa capacité de production a été adoptée après la seconde guerre mondiale dans plusieurs pays où le pouvoir était détenu partiellement ou en totalité par des partis travaillistes (**ROYAUME-UNI**, **AUSTRALIE**, **NOUVELLE-ZÉLANDE**) ou sociaux-démocrates (**SUEDE**, **NORVEGE**, **PAYS-BAS**...) ou même par des partis purement bourgeois (**SUISSE**). Les résultats de leur politique furent une demande de main-d'œuvre étrangère dans les Dominions du Pacifique, le plein-emploi aux Pays-Bas et un taux de chômage constant de 1 % en Suisse, 1,5 % en Grande-Bretagne et Norvège, de 2 % en Suède.

Cependant, ces différents régimes qui reconnaissent l'appropriation privée des moyens de production comme un phénomène durable sinon intangible, s'ils ont pu réduire considérablement le chômage ne sont jamais parvenus à le résorber totalement, ce qui n'est possible que dans une économie planifiée et non seulement dirigée. D'ailleurs ces régimes qui ne font leurs preuves pour la plupart que depuis six ou sept ans vont-ils pouvoir longtemps encore maintenir le chômage à sa situation actuelle ? Le ralentissement

d'activité observé l'année dernière en Europe occidentale ne semble pas devoir les épargner.

### CONCLUSION CAPITALISTE AU PROBLÈME DU CHOMAGE

Les économistes bourgeois semblent n'avoir pris conscience de l'importance du problème de l'emploi que depuis les trente dernières années. Depuis que **KEYNES**, défenseur d'un libéralisme aux abois, célèbre pour s'être opposé à l'allocation-chômage, eut constaté dans sa « théorie générale de l'emploi » qu'une économie capitaliste pouvait vivre dans l'impuissance de résorber un effectif de chômeurs permanents considérables. Cette inutilisation du travail était particulièrement visible dans l'Angleterre de l'après-guerre. C'est aussi d'Angleterre, pays le plus avancé dans le processus de sclérose du capitalisme, qu'est partie cette réflexion de **BEVERIDGE**, l'auteur des deux plans anglais qui portent son nom (celui de 1947 de sécurité sociale et celui de 1944 dit de plein emploi) qui résume avec franchise la conclusion que l'on peut tirer de toute étude approfondie de l'économie capitaliste.

« **LE SEUL REMÈDE SOUVERAIN DECOUVERT PAR LES DÉMOCRATIES CONTRE LE CHOMAGE A ÉTÉ LA GUERRE TOTALE DANS LAQUELLE ELLES ONT ÉTÉ OBLIGÉES DE S'ENGAGER**. Guerre dans laquelle la demande de travail insaturée et insatiable constitue la démonstration pratique que le nombre de places n'est pas limité mais peut s'accroître quand le gouvernement le désire résolument. Le problème économique est de faire délibérément en temps de paix ce que nous sommes forcés de faire en temps de guerre. » (A suivre.)

(Voir le *Libertaire* nos 340, 347, 349, 350 et 351.)

## LE COMBAT PAYSAN Quitter la terre, est-ce une solution ?

**N**ous venons d'apprendre, il y a peu que, pas moins d'une quinzaine d'exploitations familiales seraient mises, ou sur le point d'être mises, en vente dans un rayon de quelques kilomètres, dans notre voisinage immédiat.

Si nous remontons une centaine d'années en arrière, nous pouvons constater que pas moins d'une cinquantaine d'exploitations ont disparu (vendues ou abandonnées). Les causes en sont, certes, diverses, mais toutes ont la même origine : le traditionalisme, la routine, la guerre, un individualisme égoïste ; toutes ces causes ne sont que les manifestations de notre société de rapine. Ainsi, d'importantes étendues de terrain se trouvent mal exploitées, parfois abandonnées, et dans ce cas, souvent perdues à jamais, du fait du ravinement des eaux sauvages. Pendant ce temps, des millions d'êtres humains sont sous-alimentés ou meurent de faim.

Voilà les bienfaits de cette civilisation, dont on nous rebat les oreilles à longueur d'année.

Les jeunes gens qui abandonnent la terre font peut-être preuve de faiblesse. Toutefois, nous ne voudrions point atteindre à cet acte qui n'aime pas le métier de la terre ou le vie au village, et qui a des dispositions pour d'autres emplois utiles à la collectivité.

Mais les jeunes paysans qui aiment la terre devraient lutter, s'organiser, s'unir, pour vaincre des obstacles qui, nous savons, sont nombreux et dont le plus délicat est peut-être l'entêtement routinier des vieux. Il faudra bien, un jour, prendre chacun ses responsabilités, et ce sera la Révolution sociale.

Mais, en perdant sa petite propriété, au profit souvent de domaines quasi seigneuriaux, le paysan perd à son insu un moyen décisif d'émancipation : par le groupement et la collectivisation, il peut réaliser des aujourd'hui l'union pour la lutte contre l'Etat, l'Administration et tous les parasites.

L. Y. (Correspondant).

### PLUS DE TRAVAIL AUX PIÈCES

## Salaire horaire demandent les ouvriers boulangers

**L**a direction syndicale C.G.T. a lancé la discussion sur l'éventualité d'appliquer le salaire horaire à notre corporation.

Il convient de souligner tout d'abord le caractère antisocial du travail aux pièces comme de tout autre genre de travail au rendement. En effet, dans ce système de rémunération seuls les « forts à bras » y trouvent leur compte, alors que les ouvriers moins favorisés physiquement, de même que ceux atteints par le grand âge, en sont les victimes, d'autant plus que pour établir son barème le patron se base sur l'ouvrier le plus productif.

Dans les cas où l'organisation syndicale est assez puissante, elle peut intervenir, dans une certaine mesure au cours de la fixation du salaire, mais le plus souvent le patron impose sa volonté. Ceci est le problème tel qu'il se pose en général. Voyons maintenant si, dans notre corporation le passage du salaire horaire peut être réalisable.

Il existe des corporations présentant les mêmes caractéristiques de dispersion, exemple : les menuisiers, les coiffeurs, les bouchers et plus près de nous les pâtisseries.

Ces corporations reçoivent une rému-

nération horaire, donc, ce qui est possible pour elles, doit l'être également pour la nôtre.

On objectera qu'un même travail exécuté plus ou moins rapidement par deux ouvriers, entraînera une augmentation du prix de revient de la part de celui qui mettra le plus de temps, alors que le patron se verra contraint de vendre son pain toujours au même prix.

Mais le problème ne se pose-t-il pas, par exemple, chez les coiffeurs, pour qui il existe des « temps morts » qui en général ne se produisent pas chez nous. Notre objectif doit viser une rémunération horaire, plus humaine que le système aux pièces, mais nous pensons que ce changement ne peut intervenir que s'il se fait à notre avantage, c'est-à-dire que le salaire horaire doit être celui proposé par le syndicat ouvrier. Ceci pose le problème d'une organisation syndicale puissante, les ouvriers boulangers doivent être conscients de cette nécessité.

M. N. (correspondant).

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-20. F. RACHON, imprimeur.

## En parcourant les Salons des Arts Ménagers et la Machine Agricole

**P**ARIS est le centre actif des affaires, mais il est surtout le rendez-vous, avec les Arts Ménagers et la Machine Agricole, du paysan, du campagnard, de l'ouvrier agricole.

L'on y entend un peu tous les patois. Tout s'y mêle, du flamand au toulousain sans oublier le beauceron, du dialecte breton au parler guttural de l'alsacien sans omettre le normand qui se complait à « écorcher » le français. Paris est, en ce mois de mars, capitale de la terre.

Nous assistons donc à une transformation, à une révolution importante dans la manière de vivre de tous ceux que l'on a pris trop souvent pour moins que rien.

Le fumier dans les sabots, c'était une vieille histoire. Le paysan semerdernie, et il sait admirablement s'adapter à ce modernisme que le citadin croit trop révolutionnaire. Le confort, le bien-être, l'attention et le soulagement des durs travaux de la ferme, le paysan n'est pas contre et son bon sens le guide facilement. Il ne dédaigne pas non plus les joies de l'esprit. Le livre, le cinéma, le théâtre, les arts, il ne les ignore plus.

Le paysan vient à Paris. La vie, le mouvement lui sont familiers. Aux Arts Ménagers, le home parfait est la tentation primordiale de la paysanne. La fée lumière qu'est l'électricité adaptée partout. Finies à tout jamais ces soirées lugubres, maussades, dans la pauteuse des lampes fumées. La paysanne aime le jour sur la vie.

Au Salon de la machine agricole le moteur C.V. ou Ampère, la plus belle découverte de l'homme, est au service du moindre travail. Tracteurs, moissonneuses, brabants, arracheuses, batteuses, machines à traire, etc., font l'envie de tous les paysans. Oh ! certes, on n'achète pas tout ce que l'on désire, mais on calcule sur les possibilités futures, et pour le calcul, le paysan est fort en

la matière, même s'il ne savait pas lire, ce qui est fort rare en ce moment, il a toujours su compter.

Révolution, nous disions tout à l'heure, oui, et nous avons toujours été de ceux qui n'ont fait aucune distinction entre la campagne et la ville.

Modernisme, certes, dans le cadre du capitalisme, mais ce dernier ne peut pas arrêter une évolution constante qui le dévore bien malgré lui. Qui aurait osé parler de coopéra-

tions agricoles, il y a seulement trente ans, même parmi ces paysans, aurait été reçu avec la fourche à l'entree de la ferme. Et cependant, aujourd'hui, quel n'est pas le canton qui n'ait pas sa coopérative où le paysan apporte son grain et reçoit en échange engrais, machines, articles utilitaires, etc., sans bourse déliée.

Révolution indiscutablement, le paysan est en passe de supplanter le citadin. Ouvriers agricoles et paysans de nos campagnes diminuent chaque jour leurs peines, alors que l'ouvrier des villes s'abandonne davantage à l'esclavage de la productivité.

La révolution sociale sera l'œuvre des paysans et du prolétariat des villes associés. G. H. (correspondant).

IL Y A TROP DE BLÉ !

La surproduction capitaliste s'accompagne de la sous-consommation et de la famine

**L**ES graves économistes du monde entier commencent à donner de visibles signes d'inquiétude. Chacun est sur ses gardes car le bruit court que la catastrophe est imminente. Il faut avant de sonner l'alarme attendre encore quelque temps. Mais dès à présent le cataclysme apparaît de plus en plus certain :

La récolte mondiale de blé 1953 sera très abondante.

Cette pénible constatation, le capitalisme mondial l'a effectuée d'abord en Argentine et en Australie (pays de l'hémisphère sud où l'été correspond à notre hiver). Mais tout laisse indiquer qu'il en sera de même au Canada et aux U.S.A.

C'est aux Etats-Unis que le problème revêt le plus d'ampleur. En vertu d'une loi qui l'oblige à empêcher que les prix agricoles ne baissent, le gouvernement d'Eisenhower achète pour les amasser dans de gigantesques stocks qui ne sont pas livrés à la consommation des quantités considérables de produits agricoles.

Ainsi le gouvernement américain achète chaque jour : 18.000 douzaines d'œufs ; 750 tonnes de beurre ; 165 tonnes de fromage ; 100 tonnes de lait en poudre ; 65 tonnes de dinde ; 1 million de boisseaux de blé ; 600 tonnes de tabac, etc...

Pour l'année en cours ces achats seront plus considérables encore. Le gouvernement devra stocker pour plus de 800 milliards de produits.

Aux frais d'achat s'ajoutent les frais de stockage, la construction de nouveaux silos et de chambres froides, les dépôts existants étant déjà pleins à craquer. Au Congrès on envisage la possibilité de détruire une partie de

la production agricole. Déjà des millions de tonnes de pommes de terre ont été jetées en bleu pour être rendues inaptes à la consommation, quand elles ne servent pas à tapisser les pistes des aérodromes.

Toutes ces mesures seront accentuées pour éviter un effondrement des prix agricoles analogues à celui qui fut l'une des causes déterminantes de la grande crise de 1929. Le monde capitaliste veut éviter une seconde secousse qui puisse cette fois lui être mortelle.

Des millions d'hommes meurent-ils de faim en Inde, les deux tiers de la population du globe sont-ils en état de sous-alimentation permanente ? Ces considérations que personne ne con-

## Madagascar

(Suite de la première page)

une grande échelle les procédés qu'en 1952 l'opinion internationale l'empêcha d'étendre au Cap Bon. Il fut un « exécutant » de premier ordre. Le nombre des Malgaches exterminés par ses troupes est évalué entre 80 à 90.000 (pour moins d'une centaine de morts français) sans compter les 20.000 qu'il envoya remplir les prisons.

Baron, directeur de la Sûreté, qui prit en charge les personnes arrêtées et poussa le zèle jusqu'à contrôler lui-même les séances de torture.

Nous ne les oublierons pas et non plus les innombrables colons à qui l'on distribua des armes pour participer au carnage, et qui furent les premiers à l'avant-garde des pillages et des atrocités.

Le principal témoin Rakotondrabé était exécuté à la sauvette quelques jours avant l'ouverture du procès malgré le désaccord de Aurio.

Le procès des leaders du M.D.R.M. ne fut qu'une odieuse parodie de justice. Aucune preuve de culpabilité ne fut avancée et pourtant six condamnations à mort figurèrent au verdict qui d'ailleurs ne fut pas appliqué, le fanatisme des colons de Madagascar n'ayant pu entraîner dans son sillage l'opinion métropolitaine.

Cependant des milliers de Malgaches furent condamnés à la mort, aux travaux forcés et à la détention dans les régions les plus insalubres de l'île. Aujourd'hui l'on essaie de se débarrasser les uns après les autres de ceux qui survivent.

Les tribunaux militaires siègent en permanence depuis six ans liquidant par le plus grand arbitraire tous ceux qui furent soupçonnés de n'être pas des partisans très chaleureux de la démocratique Union française.

Jamais plus qu'en cette période Madagascar ne mérita mieux d'être appelée l'île Rouge.

Redaction-Administration LUSTRE René - 145, Quai de Valmy PARIS (10<sup>e</sup>) C.O.P. 8032-84

FRANCE-COLONIES 1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs AUTRES PAYS 1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr. Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

**Soirée de Solidarité**  
SAMEDI 28 MARS  
A 21 HEURES  
SALLE  
DES SOCIÉTÉS SAVANTES  
8, RUE DANTON  
Métro : Saint-Michel ou Odéon

\*  
Spectacle de variétés organisé au profit de notre vieux camarade **CHARLES D'AVRAY**, pour lui venir en aide sur la fin difficile de sa longue carrière, par ses amis.

Au programme  
**LE CABARET**  
**LA POESIE**  
**LA COMEDIE**  
**L'ART MUSICAL**  
**LE CAVEAU**

\*  
Prix unique des places : 200 fr. On peut retirer ses places : **Plano PREVOST**, 21, boulevard de Sébastopol, Paris (10<sup>e</sup>), ou à l'entrée de la salle.

## ALGER

Un cercle d'études culturel, social et artistique, inscrit sous le numéro 4622, fonctionne au 7, avenue de la Marine, au sous-sol.

Sollicitation est faite aux collaborateurs sur le plan culturel, économique, social, linguistique et artistique ; aux prêteurs et donateurs de livres de bibliothèque.

**PERMANENCE** : tous les jours de 18 à 20 heures, sauf le dimanche.

La semaine prochaine, le « *Libertaire* » paraîtra sur 4 pages et commencera la publication de

**TÉMOIGNAGE SUR ISRAËL**  
recueilli par **ERIC ALBERT**